

66. Bahreïn garantit la liberté d'expression et le droit de grève, sous réserve qu'ils n'entraînent pas des atteintes à l'ordre public ou la destruction de la propriété. Un siècle et demi de colonialisme a laissé bien des vides dans la législation du pays et le Gouvernement bahreïnite prend des mesures pour remédier à cette situation. Une nouvelle Constitution a été adoptée en 1972 et le Parlement est actuellement saisi d'un projet de loi visant à légaliser l'existence des syndicats.

Bahreïn s'efforce d'agir de façon démocratique et espère que les membres du Conseil en tiendront compte lorsqu'il prendront une décision sur cette question.

67. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'adopter la proposition du représentant de la Jordanie.

La décision est adoptée [décision 56 (LVII)].

La séance est levée à 13 h 15.

1932^e séance

Mardi 10 décembre 1974, à midi.

Président : M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1932

POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR

Création d'un Fonds de concours international de l'habitat et des établissements humains (E/5593 et Add.1, E/AC.24/L.506)

1. Le **PRESIDENT** déclare que, les travaux du Comité de la coordination des politiques et des programmes venant à peine de s'achever, le rapport du Comité¹ n'est pas encore disponible. Le Conseil ne peut donc débattre la question; il peut cependant voter sur le projet de résolution E/AC.24/L.506, que le Comité a adopté.

2. M^{lle} PETIGURA (Secrétaire adjointe du Conseil) annonce que le projet de résolution E/AC.24/L.506 tel qu'il est présenté n'aura pas d'incidences financières sur le budget de l'Organisation, étant donné que les postes — et les ressources correspondantes — seraient simplement transférés d'un service à un autre. Le Conseil doit cependant garder présent à l'esprit que si le Fonds de concours s'installe ailleurs qu'au Siège, et qu'il y ait par conséquent transfert de personnel, il en résultera des dépenses complémentaires.

3. Le **PRESIDENT**, en réponse à une question de M. HOHLER (Royaume-Uni), explique que l'emplacement du Fonds sera fixé par les gouvernements soit à l'Assemblée générale, soit au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). La question pourra être examinée plus avant à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

4. M. HOHLER (Royaume-Uni) dit que la délégation britannique trouve l'exposé des incidences financières insuffisant.

5. Le **PRESIDENT** invite le Conseil à se prononcer sur le projet de résolution E/AC.24/L.506.

Par 41 voix contre une, le projet de résolution est adopté [résolution 1914 (LVII)].

6. M. KLEIN (Etats-Unis d'Amérique) explique que la délégation des Etats-Unis a dû voter contre le projet de résolution. Il reconnaît que la proposition est logique, en ce sens qu'elle prévoit que le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification poursuivra ses activités de préinvestissement et de recherche et que le Fonds de concours s'occupera des questions de financement. En outre, le ton du projet de résolution est juste; il maintient le *statu quo* général, car il n'y aura que peu de changements dans le personnel, la situation et l'autorité du Centre.

¹ Publié le 16 décembre sous la cote E/5601.

7. Néanmoins, le projet de résolution est difficile à mettre en application et peu judicieux. Il ne donne pas au Fonds de concours la capacité d'assistance technique sans laquelle celui-ci ne pourra fonctionner. En outre, il est raisonnable de s'attendre à ce que le Fonds de concours cherche à obtenir des fonds du Fonds du PNUE afin d'engager des sous-traitants pour exécuter ses activités d'assistance technique, ce qui suscitera un conflit au sein du Conseil d'administration entre les délégations qui préfèrent que le PNUE fasse porter tous ses efforts sur les activités opérationnelles et celles qui préfèrent qu'il englobe l'ensemble des activités. Ce conflit aurait pu être évité par un transfert des activités d'assistance technique du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification au Fonds de concours.

8. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution, qui exprime les vues de différentes délégations, y compris de la délégation soviétique.

9. Il conviendrait que la Cinquième Commission de l'Assemblée générale examine plus en détail le paragraphe 1 du projet de résolution. Il serait bon de disposer d'un état des incidences financières plus détaillé que celui qui a été fourni par la secrétaire adjointe. Enfin, au sens de la délégation soviétique, le paragraphe 3 signifie que le Conseil économique et social se contentera de procéder à un échange de vues sur la question visée et que toute nouvelle décision devra attendre les résultats de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains.

POINT 10 DE L'ORDRE DU JOUR

Elections

10. Le **PRESIDENT** rappelle qu'à sa 1897^e séance, le 16 mai 1974, le Conseil a décidé de reporter à sa cinquante-septième session l'élection des membres de certains de ses comités. La liste des sièges vacants figure dans l'ordre du jour annoté de la reprise de la cinquante-septième session (E/5581). Aucune candidature n'a été présentée et, en l'absence d'objection, le Président considérera que le Conseil décide de reporter cette question à la session d'organisation qui se tiendra au début de 1975.

La décision est adoptée [décision 60 (LVII)].

La séance est levée à 12 h 5.